

L'Amazonie des peuples de la forêt

Directeur du Groupe de Travail Amazonien (GTA) et membre du Conseil International du FSM, **Adilson Vieira** dissèque la réalité vécue par les populations traditionnelles de l'Amazonie au cours des vingt dernières années et l'importance de la réalisation du FSM 2009 pour les peuples de la forêt. Entretien.

Entretien réalisé par Verena Glass



Source : *Carta Maior* – 20/09/2007 – **Texte original** :

http://www.cartamaior.com.br/templates/materiaMostrar.cfm?materia_id=14637

Traduction : Caroline Sordia pour *Autres Brésils*

Réchauffement climatique, déforestation, grands travaux d'infrastructure, ces thèmes ont placé l'Amazonie au cœur de l'agenda national et international ces derniers temps. Mais peut-être les habitants de la région, Indigènes, *seringueiros*¹, *ribeirinhos*², *extrativistas*³ et autres populations traditionnelles – ou les « peuples de la forêt », ainsi qu'ils se nomment eux-mêmes – n'ont-ils pas encore reçu l'importance qui leur est due de la part de la société brésilienne et internationale.

¹ *seringueiros* : travailleurs qui récoltent le latex dans les plantations de caoutchouc.

² *ribeirinhos* : riverains du fleuve.

³ *extrativistas* : communautés gérant des terres dont l'usufruit leur a été accordé par le gouvernement fédéral.



Cependant, cela devrait changer. Vingt ans après la création de l'**Alliance des peuples de la forêt**, une organisation rassemblant, dans l'État de l'Acre, Indigènes et *seringueiros* à partir

du mouvement de lutte pour les droits des communautés traditionnelles conduit par **Chico Mendes**, ces acteurs se sont réunis cette semaine à Brasília à l'occasion de la II^{ème} Rencontre nationale des peuples de la forêt, qui a désormais élargi le débat et la lutte pour les droits de ces populations en incluant des habitants d'autres biomes [régions climatiques] du pays afin de donner une plus grande visibilité nationale à leurs positions.

De l'autre côté, en mai de cette année, Belém, dans l'État du Pará, a été choisie pour être le site du prochain Forum social mondial (FSM), qui aura lieu en décembre 2009. Au sujet de ces deux processus, Adilson Vieira, secrétaire général du Groupe de Travail Amazonien (GTA), membre du Conseil international du FSM et l'un des coordinateurs des trois éditions du Forum social pan-amazonien (en 2002, 2003 et 2004), s'est confié à *Carta Maior*. À suivre, les principaux extraits de cet entretien.

Carta Maior – Depuis la première Réunion nationale des peuples de la forêt, qui s'est tenue il y a vingt ans sous l'impact encore vivace de l'assassinat de Chico Mendes, et de laquelle est née l'Alliance historique des peuples de la forêt, qu'est-ce qui a changé pour les communautés traditionnelles d'Amazonie ?

Adilson Vieira- Beaucoup de choses ont changé. **Ces vingt dernières années, la grande avancée a été la conquête d'un espace politique des peuples de la forêt dans la société brésilienne.** Il faut se souvenir qu'il y a vingt ans, ces populations étaient perçues comme appartenant au folklore brésilien. Le *seringueiro*, l'Indien, le *castanheiro*⁴, tous étaient des figures folkloriques. Depuis la première réunion des peuples de la forêt, ces figures folkloriques sont devenus des acteurs sociaux. Il y a aujourd'hui une série de réserves *extrativistas*, nous avons conquis des unités de préservation, des terres indigènes, qui proviennent d'une lutte, d'un positionnement dans l'espace politique brésilien. Cela a été notre principale conquête.

CM – Malgré la reconnaissance et la satisfaction donnée à de nombreuses revendications des mouvements sociaux en Amazonie, un fort mécontentement s'exprime en ce moment au sujet de certains projets d'infrastructures du gouvernement dans la région. Comment l'Articulation des peuples de la forêt analyse-t-elle cette question ?

AV – C'est justement pour cela que nous réalisons cette deuxième rencontre. Dans la première nous avons également ces problèmes, de grandes routes en chantier, l'action des grands exploitants du bois, principalement asiatiques, des barrages, comme l'usine de Tucuruí, mais à l'époque nous étions relativement invisibles. Aujourd'hui, nous avons un débat tout autre sur les grands travaux en Amazonie. Pour certains, nous ne nous sommes pas

⁴ *castanheiro* : ramasseur de châtaignes.



contre. Pour d'autres, si. L'autoroute BR-163 [qui relie Santarém à Cuiabá], nous y sommes favorables, à condition qu'il y ait une gouvernance et des investissements, nous ne sommes pas contre la croissance du Brésil. Mais nous voulons participer à cette croissance. Par exemple, nous sommes contre les grandes usines hydroélectriques de Madeira, bien que nous comprenions que le Brésil ait besoin d'énergie. **Mais plutôt que de construire de grands complexes hydroélectriques, il faudrait d'abord penser à amener les communautés de la forêt, qui semblent vivre au XVIII^{ème} siècle et ne disposent pas d'énergie, au XXI^{ème} siècle, mais par le biais d'une série d'alternatives énergétiques, une énergie qu'on puisse générer localement.** Il y a beaucoup d'enfants qui ne sont pas vaccinés parce que leur communauté ne dispose pas d'énergie pour conserver les vaccins. Ces questions de base doivent encore être résolues. Il peut être intéressant d'avoir un Programme d'accélération de la croissance au Brésil, mais nous voulons être partie prenante de cette croissance. Il ne suffit pas de penser aux grands travaux pour la croissance économique des grands centres urbains, et que nous soyons livrés, nous, à notre misère. Nous voulons introduire une ligne de séparation : **la BR163, nous sommes pour, étant donné la façon dont elle est en train d'être construite avec la participation de l'ensemble de la société. Alors que la façon dont les usines hydroélectriques sont conçues, pour nous, n'a aucun intérêt.**

CM – Actuellement, le réchauffement climatique est l'un des thèmes les plus urgents du débat mondial sur l'avenir de notre planète, et il est prouvé que la déforestation est responsable de près de 70% de la contribution brésilienne à ce problème. Dans ce contexte, le contrôle de la déforestation de l'Amazonie est un enjeu majeur pour le gouvernement et pour la société brésilienne. Comment les communautés de la forêt se sont-elles emparées de ce thème ?

AV – Les peuples de la forêt, qui contribuent le moins au réchauffement climatiques, sont ceux qui souffrent le plus de ce problème. On l'a vu avec la sécheresse qui a touché l'Amazonie en 2005. Les Indigènes, les *ribeirinhos*, qui de toute leur vie, n'ont même pas contribué d'une tonne de CO2 au réchauffement climatique, se sont retrouvés isolés, sans eau, sans moyen de transport. **Ces personnes sont victimes du modèle de consommation adopté par les villes.** C'est une équation qui doit changer. Nous voulons débattre d'une politique nationale de protection des forêts. Le Brésil doit parvenir à un taux de déforestation bien moindre, bien que des réductions soient déjà observables. Nous voulons carrément nous diriger vers la déforestation zéro. Mais nous devons aussi débattre avec les populations citadines d'une transformation de leur modèle de consommation. Cela n'est pas juste si nous, dans la forêt, faisons notre devoir, en réduisant la déforestation, alors qu'en ville les gens gardent leurs grosses voitures. La ville brésilienne doit elle aussi remplir sa tâche.

CM – La protection de l'environnement est de plus en plus envisagée comme un service essentiel pour la planète. Comment voyez-vous le débat sur une compensation financière de ce service ?

AV – C'est une proposition des mouvements sociaux d'Amazonie. Il y a six ans, par exemple, nous avons proposé la création d'un programme appelé Pro-environnement. Ce sont des incitations économiques pour des services environnementaux. **De même que les patrons**



d'usine ont reçu des incitations pour produire de l'alcool, que toute une série d'industries polluantes reçoivent des subventions, nous aussi voulons être subventionnés, parce que notre production est durable. Nous devons recevoir une forme de compensation pour les services que nous rendons. Cela peut être un rabais de crédits, voire un paiement pour service environnemental. Il n'est pas possible que nous, qui protégeons tant, qui parfois traversons de grandes difficultés pour protéger l'environnement, ne recevions rien en retour. C'est un débat auquel la société doit faire face. Si l'on veut utiliser de grosses voitures au diesel responsables de grosses émissions, mais que l'on veut dans le même temps que nous diminuions notre déforestation, il faut un type de compensation. Nous avons besoin d'être rétribués d'une forme ou d'une autre pour le service que nous rendons.

CM – L'urgence du débat environnemental et de la mise en lumière des questions discutées par les populations traditionnelles de l'Amazonie ont-ils été des éléments importants dans la décision de proposer que le prochain Forum social mondial (FSM), prévu en janvier 2009, se tienne à Belém, dans l'État du Pará ?

AV – La question environnementale n'est plus ignorée par personne. Mais réaliser le FSM en Amazonie permettra de placer la plus grande forêt tropicale au monde encore préservée, une région multiethnique et multiculturelle, au cœur du débat mondial. Les peuples d'Amazonie ont beaucoup à apporter aux luttes des mouvements sociaux du monde entier. Nous pouvons témoigner, par exemple, de notre expérience de gestion de territoires par des communautés traditionnelles, comme dans les Réserves *extrativistas* (Resex) et les Projets de développement durable (PDSs), expériences entièrement amazoniennes qui sont déjà actuellement exportées dans d'autres régions.

CM – Après la dernière édition du FSM à Nairobi, au Kenya, en janvier de cette année, certains participants ont trouvé qu'il était nécessaire de rediscuter des orientations du Forum, en raison d'un refroidissement supposé du processus. Comment analysez-vous la question et comment pensez-vous que le FSM en Amazonie puisse renforcer le mouvement altermondialiste ?

AV – Je ne trouve pas qu'il y ait eu de refroidissement du processus du FSM. Chaque région du monde a apporté une pierre à son développement, Porte Alegre [en 2001, 2002, 2003 et 2005], l'Inde [2005], etc, et l'Amazonie sera encore une autre expérience. Le Forum de Nairobi a été très important pour donner du poids à certaines luttes en Afrique qui demeuraient encore invisibles. Donc, je crois que le Forum en Amazonie aura ce même sens, nous allons contribuer au mouvement altermondialiste tout comme les autres sites.

CM – Il reste presque un an et demi d'ici le FSM 2009. Comment le processus de mobilisation dans la région amazonienne sera-t-il conduit d'ici là ?

AV – Il y a un processus en cours de construction, nous sommes en train de constituer divers comités et groupes de travail thématiques. Nous voulons faire un Forum bien large et pluriel, nous voulons travailler sur les activités des mouvements en Amazonie comme s'il s'agissait



d'un pré-Forum, comme cette deuxième Rencontre des peuples de la forêt. Ce qui est sûr, c'est que nous négocions avec les mouvements pour que tous les événements servent à préparer 2009. Le 26 janvier 2008, journée mondiale de mobilisation pour le FSM de l'an prochain, il y aura des activités à Manaus, Belém et dans d'autres villes du bassin amazonien, pas seulement au Brésil, afin que nous nous préparions à Belém en 2009.

CM – Les éditions du FSM jusqu'ici ont vu une certaine difficulté des populations d'Amazonie à participer, n'est-ce pas ? Une alternative à cela a été constituée par les trois éditions du Forum social pan-amazonien, qui se sont tenues à Belém, Manaus et Ciudad Guayana, au Venezuela. Avez-vous l'intention d'utiliser cette expérience dans la construction du FSM 2009, notamment pour rendre plus viable la participation des habitants d'Amazonie ?

AV – Nous allons essayer de suivre, pour le FSM, la méthodologie construite par le Forum social pan-amazonien, comme d'organiser des convois de bus et par transport fluvial pour amener les participants. Nous souhaitons qu'il y ait une méthodologie très participative, de telle sorte que les populations qui ne pouvaient pas se rendre à Porto Alegre, pour des raisons purement financières, nous en profitons pour amener tous les groupes indigènes et autres populations traditionnelles de façon massive. Non pas un, mais cent Tikuna, non pas deux, mais deux cents Yanomami. L'édition 2009 constituera l'opportunité pour beaucoup de nos leaders de participer à un Forum social mondial.

Source : *Carta Maior* – 20/09/2007 – **Texte original :**

http://www.cartamaior.com.br/templates/materiaMostrar.cfm?materia_id=14637

Traduction : Caroline Sordia pour *Autres Brésils*



GLOSSAIRE/LEXIQUE

Castanheiro : ramasseur de châtaignes.

Chico Mendes :



1944 : Naissance, à Xapuri au Brésil, de Francisco Mendès Alves Filho, surnommé Chico Mendès.

1962 : Rencontre avec Euclide Fernandes Tavore, c'est lui qui lui apprendra à lire et écrire et qui le poussera dans la lutte syndicaliste.

1975 : Création des premiers syndicats.

1979 : Adhésion de Chico Mendès au syndicat des Travailleurs Ruraux de Xapuri à quoi il se consacre entièrement.

1982 : Assassinat de Wilson Pinheiro, Président du Syndicat des Travailleurs Ruraux. Assassinat qui va pousser les Seringueiros (récolteur de latex brésilien) à prendre en otage l'un des propriétaires terriens complice du meurtre afin qu'un procès ait lieu.

1985 : Création du Conseil National des Seringueiros (CNS) qui va aboutir au premier congrès des Seringueiros au mois d'octobre à Brasilia. Les débats déboucheront sur la création des réserves d'extraction en Amazonie.

Vers 1986 : Les propriétaires terriens, face aux attaques répétées des travailleurs ruraux, décident de créer l'Union Démocratique Rurale, mouvement d'extrême droite qui aura entre autres comme objectif de détruire le syndicat des travailleurs ruraux. D'après l'UDR, Chico Mendès est un "gêneur", il empêche l'ensemble des propriétaires terriens d'avancer.

1988 : Chico Mendès est continuellement menacé mais cela ne décourage en rien sa volonté de poursuivre ses actions.

22 Décembre 1988 : Chico Mendès est assassiné à Xapuri. Cet assassinat fait l'effet d'une bombe, les commanditaires de ce meurtre étaient loin d'imaginer l'impact que cette mort aurait sur la population et dans le monde entier. Chico Mendès est devenu le symbole de la lutte ouvrière pour la préservation de la forêt amazonienne et de ses ressources naturelles face aux grands propriétaires.

Extrativistas : communautés gérant des terres dont l'usufruit leur a été accordé par le gouvernement fédéral.

Ribeirinhos : riverains du fleuve.

Seringueiros : travailleurs qui récoltent le latex dans les plantations de caoutchouc.